



LES PROXIMITES INTERTEXTUELLES D'UN TYPE DE DISCOURS CLINIQUE A LA RHETORIQUE DU CONSENSUS ET AU MYTHE TECHNOCRATIQUE

Ce chapitre, portant sur l'analyse des programmes électoraux cherche à analyser les proximités intertextuelles, c'est-à-dire les traits discursifs communs à l'ensemble des programmes. En effet la comparaison des neuf programmes électoraux de notre corpus montre que des rapports langagiers relativement stabilisés les caractérisent. Cette proximité concerne à la fois les

thématiques et les enjeux traités dans les programmes électoraux et peut-être (surtout) la façon dont ces derniers se construisent et se légitiment en tant que tels. Cette proximité touche également à la manière dont ils envisagent le politique aussi bien dans sa dimension cognitive que praxéologique. Ainsi, si dans un premier temps les continuités de ces discours électoraux sont prises comme des indices de construction des mythes européens communs, dans un deuxième temps nous les considérons comme les traces dont l'étude permet de comprendre l'orientation du sens des mythes en construction.

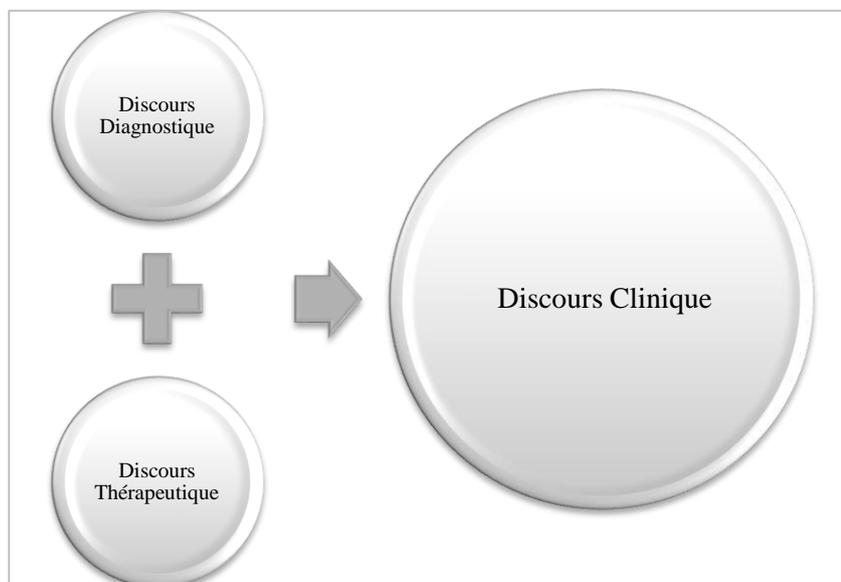
Ce constat n'efface pas pour autant le caractère *pluriaccentué* des traits langagiers (Bakhtine, 1977). C'est une perspective d'observation d'un sens commun en construction en termes de direction et d'orientation historiques : un acte historique de construction d'un espace européen, plus ou moins communément acceptable. Nous pouvons en ce sens parler d'un « registre discursif » partagé par l'ensemble des programmes. Ceci réfère « à un espace de variation et de dispersion d'énoncés, de discours, dont l'appartenance à cet espace est due à une caractéristique commune » (Leimdorfer, 2011 : 235). Or, même si pour François Leimdorfer cette caractéristique commune n'est pas sémantique mais sociologique, l'analyse des traces langagières peut nous informer sur la dimension sociologique de ce registre. Prenant en compte le fait que ces programmes sont produits dans des contextes géopolitiques différents et rattachés à des principes idéologico-politiques divers, leurs proximités discursives intertextuelles ouvrent des pistes analytiques intéressantes.

Les proximités sémantiques et syntaxiques des discours programmatiques permettent d'examiner dans quelle mesure la production de ces derniers repose sur des normes trans-idéologiques et trans-culturelles qui leur fournissent un code (plus ou moins) figé des pratiques d'énonciation et des pratiques discursives. L'analyse discursive montre que ces programmes présentent des proximités à la fois techniques (temporalité linéaire, rapports d'énonciation impersonnels ou a-partisans) et thématiques (la crise, l'économie, l'écologie). Ces traits de proximité entre les discours électoraux forment un genre particulier de discours que l'on le retrouve dans l'ensemble des programmes de notre corpus. Les traits techniques de ce type de discours nous renseignent sur la manière par laquelle il se construit et surtout sur les qualités qu'il attribue à son contenu mais aussi à son espace de construction. Les caractéristiques

thématiques, quant à elles, nous renseignent sur le contenu même de ce discours. Le « sens » des programmes est issu de l’articulation de ces deux types de traits communs.

Plus précisément, les traits discursifs communs des programmes renvoient à la mise en place d’un registre de discours de type *clinique*. Nous définissons ce registre discursif comme un ensemble d’énoncés présentés de manière organisée, qui cherchent à construire un *a priori* historique ; c'est-à-dire un artifice rétrospectif qui rend possible et organise le champ du savoir et de la pratique (Foucault : 1971). Il y a, en effet, deux moments au sein du discours clinique : un temps rétrospectif et un temps prospectif ; l’un autorisant l’autre. Le premier renvoie au *discours diagnostique* et le second au *discours thérapeutique*. En ce sens, le discours clinique est fondé sur une relation argumentative qui lie ses deux composants : d’un discours diagnostique au discours thérapeutique.

Figure 3 : Les registres-composants du Discours clinique



Ce chapitre est composé par deux parties : la première appréhende les proximités des discours européens en termes de discours diagnostique. Par là il cherche à montrer les principales caractéristiques de ce type de discours et l’utilisation que les partis en font au sein de leurs programmes. La seconde partie porte sur la manière dont les projets des partis politiques sont énoncés au sein des programmes et dans un deuxième temps sur leurs proximités thématiques. Il tente de montrer également que les projets exposés sont en lien avec le discours diagnostique

et qu'ils sont en ce sens appréhendés en tant que discours thérapeutique. Enfin, dans une perspective conclusive pour ce chapitre, nous tenterons d'articuler les proximités des énoncés en mettant en avant leur caractère *a-politique* au sens où ils nient toute appartenance idéologico-politique, en cherchant par là à construire un consensus autour de la-dite « neutralité » de leurs projets électoraux.

1. Le discours diagnostique

Le discours de type diagnostique apparaît principalement dans l'introduction générale et dans les introductions de chaque chapitre des programmes. Il s'agit d'un mode d'énonciation qui cherche à qualifier une situation, un état des choses, en se référant à une période qui s'étale d'un passé proche à un temps présent, en rendant ainsi possible le contenu d'une énonciation donnée comme à venir. Ainsi sur le plan de la temporalité, le discours diagnostique se caractérise par l'emploi de verbes conjugués au présent et au passé composé. On constate notamment une forte présence des verbes d'état : « être » et « avoir ». Il se détermine également par la présence de déictiques temporels tels que : « aujourd'hui », « à présent », « actuel/le », etc.

« (...) Dans le monde **actuel** où nous **sommes** tous liés les uns aux autres, aucun pays ne **peut** résoudre les problèmes mondiaux en agissant seul (...) » [Programme PSE]

« (...) les institutions européennes **actuelles organisent** le contournement des peuples, des citoyennes et des citoyens (...) » [Programme PCF]

« (...) **Aujourd'hui**, bon nombre de problèmes **exigent** à la fois une coopération plus étroite au niveau européen et une présence plus forte de l'Europe dans le monde (...) » [Programme PPE]⁴³

⁴³ Les extraits des programmes cités sont analysés de manière sélective : nous nous n'attardons qu'aux éléments pertinents à apporter des précisions sur les questionnements particuliers de l'analyse en cours au sein de chaque section de notre travail. Une analyse plus complète des discours programmatiques ne peut être proposée qu'au fur et à la mesure de l'avancement de cette analyse.

Le discours diagnostique au sein des programmes cherche à attribuer une objectivité, une neutralité à ses propres énoncés. Parallèlement, du point de vue du contenu de leurs propos, les neuf programmes concluent sur le même diagnostic : un état des choses critique. Ces deux caractéristiques se rejoignent dans un rapport rhétorique au sein de ce registre de discours qui cherche à attribuer un sens comme allant de soi au constat de la situation critique.

Dans un premier temps, nous analyserons la manière par laquelle les discours programmatiques prennent l'allure d'un discours objectif ; dans un deuxième temps nous porterons le regard analytique sur le contenu même de ce discours diagnostique.

1.1. La « neutralisation » du discours

Les procédures de construction de la neutralité du discours programmatique affectent deux aspects techniques du discours : (a) le mode d'énonciation employé (la voix off et le pronom personnel « nous ») ; et (b) le lexique utilisé (langage apolitique et langage chiffré). Deux opérations qui tentent de construire le *sens commun* et l'*opinion publique*.

Le « sens commun » ici se rapporte à la construction d'un ensemble des savoirs qui forment une certaine interprétation de la réalité largement acceptable. Cette adhésion à la « réalité » proposée par les programmes est censée orienter et légitimer l'activité sociale. Le sens commun désigne donc un ensemble de connaissances difficilement contestables, sans pour autant qu'elles soient vérifiées. L'« opinion publique », quant à elle, est utilisée ici au sens que Pierre Bourdieu (1984) donne du concept, c'est-à-dire comme un artefact inventé par le champ politique afin de soutenir l'idée qu'il existe une opinion publique unanime et par là de légitimer une politique et de renforcer les rapports de force qui la fondent ou la rendent possible. L'objectivation des discours des partis se réalise par l'association de ses propos d'une part au sens commun et de l'autre à l'opinion publique.

1.1.1. La construction du sens commun

Sur le plan énonciatif, le caractère irréfutable de ce discours se construit par l'absence d'embrayeurs de personne mettant ainsi en scène un locuteur abstrait dont les affirmations n'ont pas besoin d'être liées à quiconque pour qu'elles soient considérées comme fiables. Ils se présentent comme des vérités qui permettent en quelque sorte aux destinataires des programmes de « déchiffrer » la réalité du social européen.

« (...) Cette situation entraîne des conséquences négatives pour nos économies (...) La coopération est indispensable pour affronter une période de difficultés économiques. »
(Programme PPE)

« Le changement climatique constitue la plus grande menace à long terme sur l'humanité. Les menaces pour la démocratie et les droits de la personne n'ont pas disparu. Les frontières européennes n'arrêtent pas le terrorisme, la criminalité et l'extrémisme (...) » **(Programme PSE)**

« (...) La politique, les États et les sociétés sont soumis aux marchés financiers incontrôlés. Le résultat est clair : une absence de démocratie et la fin de l'État-providence (...) La protection de la nature et le développement de ressources renouvelables, la transformation de nos paysages, ainsi qu'un approvisionnement alimentaire sécurisé sont des défis existentiels (...) » **(Programme PGE)**

« Alors que tout change, l'Europe doit changer aussi (...) La sphère financière, alimentée par une spéculation sans contrôle, par des exigences de profits rapides et irresponsables, par la complexité de produits financiers dérivés, par l'opacité des paradis fiscaux, par l'émergence de fonds spéculatifs – les hedge funds... s'est complètement déconnectée de l'économie réelle (...) » **(Programme UMP)**

« L'Union européenne est le premier bailleur de fonds mondial pour l'aide au développement (...) Cette politique représente une part conséquente du budget européen ; part qui n'a cessé d'augmenter depuis sa création dans les années 70 (...) » **(Programme PS)**

« (...) la démocratie c'est le pouvoir du peuple. Or les institutions européennes actuelles organisent le contournement des peuples, des citoyennes et des citoyens en confiant des pouvoirs essentiels à des instances non élues (...) » (**Programme PCF**)

L'effacement des embrayeurs de personne permet aux producteurs de ces discours d'attribuer un caractère « objectif » aux constats mis en scène. En effet, même s'il s'agit de discours partisans, produits par des partis politiques, ces derniers refusent le statut d'énonciateur au sein de ce discours. Ils laissent leur place à un énonciateur abstrait, effaçant ainsi toute trace de subjectivité de ces énoncés. L'appréhension de la réalité ou de l'état de la réalité que les programmes proposent ne se présente pas comme propre au parti qui signe un programme donné, mais comme neutre et scientifiquement fondée.

Le discours diagnostique non seulement évite d'impliquer les partis politiques dans ses énoncés mais, de plus, ses références majeures renvoient à des instances d'expertise, le plus souvent d'une envergure internationale (« Comité Stern », « Rapport Stern », « ONU », « FMI », « OMC », « Banque Mondiale », « G8 »). Autrement dit, le contenu du discours de la voix *off* renforce son statut neutre par la mise en avant d'un discours rapporté, qui n'est pas celui du parti porteur du programme, mais le discours d'institutions qui peuvent être qualifiées comme a-politiques.

« **Le Comité Stern**, qui a publié ses résultats en 2006, prévoyait que le changement climatique aurait un impact grave sur la croissance économique si aucune réduction des émissions n'était mise en place (...) selon **le Rapport Stern**, « les coûts nécessaires pour stabiliser le climat sont considérables mais ils sont gérables ; tout retard se révélerait dangereux et bien plus coûteux (...) » [**Programme PPE**]

« Tous **les experts sont unanimes** : si nous n'agissons pas immédiatement, les scénarios même les plus optimistes prévoient un réchauffement irréversible de la Terre. (...) » [**Programme PSE**]

Les énoncés ici prennent la forme d'un discours rapporté. Ceci renvoie à la construction d'un rapport relationnel entre deux événements énonciatifs : une énonciation citante et une énonciation citée (Maingueneau, 2007). Ces discours rapportés de manière directe ou

indirecte⁴⁴, se caractérisent par ailleurs par une forte présence d'un langage chiffré. Celui-ci opère comme une sorte de *mathématisation du monde social* (Ogien 1995) qui consiste à mettre en chiffres les activités et les opinions humaines afin de les faire apparaître comme crédibles et réalisables. Dans ces énoncés diagnostiques, le chiffre, ainsi associé à un énonciateur abstrait et à des référents a-partisans retrouve toute sa valeur sociale ; il a l'allure d'un langage *vrai, neutre et incontestable*.

« (...) La coopération entre les programmes de recherche et entre les chercheurs en Europe et à travers le monde doit être améliorée et les dépenses totales en recherche et développement (R&D) portées à **3%** du PIB d'ici à 2010 et à **4%** d'ici à 2015 (...) l'objectif avancé par la Commission européenne de réduction de la charge réglementaire pesant sur les entreprises de **25%** d'ici à 2012. » [Programme PPE]

« (...) En 2001, l'UE a pris un engagement fort : consacrer **0,7%** de sa richesse au développement en 2015. Mais en 2007, elle a tourné le dos à cet engagement, avec une chute brutale de son effort collectif (passé de **0,41** à **0,38%**). « Avec la crise, les pays de l'UE ont engagé des réductions draconiennes de leurs budgets d'aide au développement pour 2009 (- **50%** pour l'Italie, - **10%** pour l'Irlande (...) » [Programme PSE]

La traduction sociologique de cet examen de l'aspect linguistique formel de ces discours, consiste à soutenir que les programmes des élections européennes mettent en scène un langage *gestionnaire*. Ce dernier renvoie à un modèle d'exercice du pouvoir - *la gouvernance* - qui présente deux caractéristiques essentielles selon A. Ogien (2007). La première est sa prétention à l'universalité ; la seconde est le principe de la *rationalisation*.

L'universalisme de la gouvernance est basé sur une série d'*a priori* :

a) tout type d'activité collective peut être conçu comme une forme de production analogue à celles auxquelles on a affaire dans le domaine industriel ;

⁴⁴ On parle des discours directs quand le locuteur prétend restituer les paroles citées et où il y a dissociation nette entre le discours citant et le discours cité. Dans le cas du discours indirect, l'énonciateur citant opère une traduction des propos cités, car ce ne sont pas les mots même qui sont rapportés mais le contenu de pensée (Maingueneau, 2007).

- b) toute activité humaine connaît son optimum et il est possible – souhaitable – de l’atteindre en la réalisant avec le maximum d’efficacité, ce qui réclame le recours à des instruments de gestion identiques à ceux qui ont prouvé leur puissance dans l’univers marchand ;
- c) l’utilisation de ces instruments de gestion substitue, à une forme d’exercice du pouvoir jugée obsolète parce que fondée sur le contrôle des corps, une autre reposant essentiellement sur le contrôle de l’information produite au sujet de l’activité collective à laquelle ces corps participent.

La seconde caractéristique du modèle gestionnaire d’exercice du pouvoir est le rapport étroit qu’il entretient avec la rationalité, et avec deux de ses attributs modernes : la calculabilité et la prévisibilité. Ce modèle vise – idéalement – l’assujettissement radical de la décision à la production de chiffres. La quantification y est donc au principe d’un dispositif technique (un système d’information) directement lié à l’activité de direction au sens où, si le dispositif fonctionnait parfaitement, les décisions pourraient être prises et exécutées par des machines sans nécessiter aucune négociation ou aucun face-à-face. Ce modèle porte donc la promesse d’une domination purement technique, incontestable et qui, parce qu’elle est soustraite à tout soupçon d’arbitraire, devrait normalement recueillir l’assentiment des populations sans plus avoir à le construire ou à le rechercher.

C’est dans cette optique que nous considérons que les énoncés du discours programmatique construisent une base des *présupposés ontologiques* (Luciole, 1988) d’apparence neutre sur laquelle la communication entre les partis politiques et les électeurs peut se poser. En effet, « les présupposés sont, pour un discours, parmi les moyens les plus frontaux de se présenter comme évident, non-contestable, fermé à la contradiction » (Krieg-Planque, 2013 : 6). Si cette neutralité du discours est construite initialement par l’absence formelle ou linguistique de l’énonciateur, elle se renforce par ailleurs avec les techniques de la *dépolitisation* du discours programmatique. Ces dernières impliquent notamment un déplacement de la production du lieu central du programme et du discours matriciels de référence, de la sphère politique vers des sphères technocratiques d’expertise. Un déplacement qui opère sur la production d’une réalité idéale collective qui n’est pas présentée comme une proposition subjective et partisane, c’est-

à-dire comme un « discours politisé », mais comme un discours neutre, au sens où il est peu soumis au débat contradictoire (Cusso et Gobin, 2008).

Le discours électoral ainsi objectivé fabrique de manière virtuelle le *sens commun* de la réalité par une ontologisation d'un « monde commun ». Ce sens commun fonctionne comme une source de légitimation à la fois de ce qu'*il faut faire* et, par là même, des projets que les partis vont exprimer comme les leurs. Autrement dit, l'attribution d'un caractère irréfutable, généralement acceptable, à ces affirmations est d'autant plus important que les différents projets politiques qui sont exposés au sein d'un programme s'appuient sur ce qui est énoncé comme *la réalité*, c'est-à-dire ce qui institue la réalité (Austin, 1970). Nous examinerons cette perspective à la suite de ce chapitre.

1.1.2. Faire exister l'opinion publique

L'incontestabilité du discours diagnostique se construit également par la présence informelle, linguistique, des « citoyens » dans les énoncés. En effet, comme tout discours, le discours programmatique, outre ses émetteurs, implique des récepteurs : la catégorie des destinataires. Dans l'ensemble des programmes, cette catégorie des destinataires est lexicalisée, en outre du terme « citoyens » par l'embrayeur « nous »⁴⁵. Ces deux occurrences lexicales désignent ici les membres de la collectivité concernée par les enjeux exposés par *la voix off* au sein des discours programmatiques des partis.

« (...) Réaffirmer l'importance des instruments de régulation et de gestion des marchés, plus que jamais nécessaires dans le contexte de crise que **nous** connaissons (...) enfin, le niveau d'endettement, que ce soit pour les fonds spéculatifs ou pour les fonds de capital investissement n'est pas plafonné ce qui peut laisser craindre le retour de tous les excès que **nous** avons déjà connus et qui ont aggravé la crise (...) » (**Programme PS**)

⁴⁵ Le "nous" est certes toujours ambigu dans le discours. Mais la tâche de l'analyste est justement de le désambiguïser.

« **Nous** faisons face à une crise financière, économique et sociale, une crise de l'ensemble du système et qui continue à grandir de jour en jour (...) Cette crise historique, qui frappe le capitalisme au cœur, **nous** met au défi de contribuer à la résistance des peuples et d'ouvrir une perspective de changement en Europe (...) »
(**Programme PGE**)

« (...) difficultés financières pour des millions d'entre **nous** (...) Les grandes mobilisations sociales que **nous** connaissons partout en Europe et en France (...) »
(**Programme PCF**)

En donnant la parole au « nous » et aux « citoyens » les discours programmatiques fusionnent en quelque sorte énonciateur et destinataires du message. Les destinataires du programme ne sont pas réduits au statut de récepteurs passifs ; ils apparaissent plutôt comme *co-énonciateurs* (Maingueneau, 2009) des discours programmatiques. En ce sens, ces locutions prennent l'allure d'énoncés de l'*opinion publique*. L'opinion publique en effet relève d'une fabrication, d'une construction sociale. Il n'existe pas de sujet politique en soi, ni d'opinion nécessairement personnelle, encore moins publique (Bourdieu 1980). Pour le sociologue, le champ politique relève d'une élaboration historique de la bourgeoisie, et l'idée d'avoir une opinion peut être considéré comme une invention sociale qui favorise les plus éduqués, dont l'effet est d'exclure ceux qui n'en ont pas, ou ceux que l'on n'entend pas. Ainsi le champ politique ne met pas en lumière l'opinion publique en la défendant, mais il la fabrique.

En ce sens, si l'opinion publique mise en scène dans les programmes, n'existe pas en tant que telle, elle existe pour autant en tant qu'artefact qui accompagne l'exercice du pouvoir, afin de légitimer son orientation et le statut de celui qui l'exerce. « L'homme politique est celui qui dit : « Dieu est avec nous ». L'équivalent de « Dieu est avec nous », c'est aujourd'hui « l'opinion publique est avec nous » (Bourdieu, 1984 : 224). Faire exister une opinion publique sert alors à légitimer un projet politique en renforçant les rapports de pouvoir qui le fondent ou le rendent possible. Les énoncés de l'opinion publique remplissent en ce sens la même fonction que celle de l'énonciateur abstrait : ils mettent en scène un monde social difficilement contestable. Car contester ces évaluations, c'est se mettre seul face à l'*ensemble*, c'est opposer sa propre opinion, son propre point de vue, à l'éthique de l'opinion publique.

Le « sens commun » et l' « opinion publique » une fois mis en scène, construisent ce qu'en rhétorique on appelle *topoi koinoi*, les « lieux communs » (Aristote, 1991). C'est-à-dire des formes logiques et linguistiques de valeur cognitive générale sur lesquelles toute locution particulière se base et s'autorise. Ils renvoient à des idées générales, dont la vérité est admise par la communauté à laquelle on s'adresse ; ils sont souvent utilisés comme des arguments qui se passent de justification. Ainsi, si ces « lieux » sont communs, ce n'est pas parce qu'ils sont véridiques, mais parce qu'ils ne peuvent pas être contestés (Virno, 2002).

1.2. Un diagnostic « critique »

Les discours programmatiques construisent ainsi, dans leur ensemble, leurs lieux communs de la même manière. Bien que les lieux communs de chaque programme ne soient pas les mêmes, nous avons repéré néanmoins certaines proximités intertextuelles qui méritent à notre sens un examen plus approfondi. Autrement dit, le discours diagnostique ne caractérise pas les programmes électoraux seulement dans la forme du discours, mais aussi dans leur contenu.

En effet, l'ensemble des programmes se ressemblent quant au diagnostic de l'état actuel des choses. Ils s'accordent sur le fait que l'Union Européenne traverse « une période de crise ». Plus précisément, d'un point de vue lexicométrique, l'occurrence lexicale « crise » est parmi les plus fréquentes non seulement au sein des discours diagnostiques mais aussi dans l'ensemble des genres de discours que les programmes comportent (elle est présente dans tous les programmes parmi les vingt occurrences les plus fréquentes). Par l'étude du voisinage lexical du terme « crise » nous constatons que celui-ci est accompagné par deux types de vocabulaire : le premier lié à l'économie (« économie européenne », « financière », « néolibérale », « l'euro », « marché financier », etc.) ; le deuxième lié à l'écologie (« développement durable », « investissements verts », « réchauffement climatique », « la biodiversité », etc.). Il s'agit, selon

l'ensemble des programmes des partis, d'une « crise » bidimensionnelle : financière et environnementale. Par ailleurs, le cotexte de l'occurrence « crise » opère comme une dramatisation de la réalité en l'appréhendant comme « problème urgent », « qui continue à grandir de jour en jour ». Les discours programmatiques construisent ainsi une situation d'instabilité, une période transitoire susceptible de mettre en danger les « acquis ».

« (...) **Le problème** urgent du **réchauffement climatique** illustre la nécessité (...) L'économie européenne et le marché intérieur ne pourront être en mesure de faire face à **la crise** actuelle que grâce à la coordination des stratégies (...) les PME doivent être encouragées et soutenues dans leurs choix de procéder à des investissements verts, en tant que solution durable à l'actuelle **crise** financière et économique (...) » [**Programme PPE**]

« (...) **La crise** financière mondiale et la récession frappent durement les gens (...) **Cette crise** marque la fin de l'ère néolibérale des marchés sans régulation crédible (...) Dans toute l'Europe, **la crise** financière et économique mondiale frappe nos économies et les simples citoyens (...) » [**Programme PSE**]

« Nous faisons face à une **crise** financière, économique et sociale, une crise de l'ensemble du système et qui continue à grandir de jour en jour (...) Le monde a été plongé dans **cette crise** mondiale par la politique hégémonique des États-Unis, en particulier par l'Administration Bush (...) **Cette crise** démontre une fois de plus la faillite de la mondialisation néolibérale (...) » [**Programme GE**]

Nous ne rentrerons pas ici dans les détails d'une analyse plus précise du discours sur la crise économique et écologique et les différentes manières dont elle est envisagée et traitée par les différents partis ; ceci fera l'objet d'un chapitre ultérieur traitant les divergences de ces discours programmatiques. Nous esquissons pour le moment la seule dramatisation de la réalité ; c'est-à-dire le diagnostic d'un état « critique » et son caractère « urgent » car il « continue à grandir », afin de tenter d'articuler ce diagnostic avec les projets mis en scène par les programmes des partis.

La réalité sociale est traitée comme un patient qu'il faut guérir ... et plus que le guérir, le sauver. Ce diagnostic, ce constat critique, participe, lui aussi, à ce que nous avons appelé la

dépolitisation du discours électoral. A travers le discours sur la crise c'est le sentiment de la peur qui est mobilisé et mis en scène dans les programmes électoraux. Or la mobilisation des sentiments dans le discours politique est susceptible de transformer la communication politique d'argumentation en *manipulation* au sens où elle tente d'exercer une influence sur la conscience politique des (é)lecteurs sans pour autant chercher à mobiliser une réflexion argumentative.

La manipulation donc, ici, existe comme forme de connaissance actualisée dans le discours. Elle implique une démarche de la part de l'émetteur qui consiste à influencer son récepteur, et non pas comme un état seulement actualisé du récepteur (cette dernière dimension n'est pas étudiée au sein de ce travail). L'appel à la peur est compris ici comme un empêchement de la libre formation du jugement, et en ce sens il peut être suspecté de porter un projet de manipulation.

Le discours diagnostique est donc en quelque sorte clôturé par son diagnostic même. Il impose au lecteur de reconnaître à la fois un problème et par là, la nécessité même de son traitement. Si le diagnostic est critique, c'est pour *ordonner* son traitement ; il cherche à *prescrire* un consensus concernant ce sur quoi il faut penser (à savoir la crise) et par là même sur le comment il faut le penser (nous le verrons à travers l'étude des projets des partis dans l'analyse qui suit).

2. Le discours thérapeutique

Ces énoncés critiques que nous venons d'examiner sont, dans la suite de l'analyse des programmes, mis en relation avec les projets des partis politiques. Il s'agit d'une relation de correspondance qui autorise une définition ou une acception des projets des partis comme des solutions aux problèmes, comme un traitement thérapeutique de la « situation critique ». Les deux registres discursifs (diagnostique et thérapeutique) forment de cette manière un ensemble argumentatif cohérent fournissant une légitimité au contenu des projets des partis politiques.

Nous distinguons deux principaux types d'énonciation des projets au sein des programmes : le premier lexicalise l'énonciateur soit par le nom du parti, soit il le remplace par un « nous »

partisan ; le deuxième considère le contenu du projet exprimé comme la volonté de l'opinion publique. Il implique en ce sens un énonciateur lexicalisé soit par l'occurrence « citoyens » soit par le « nous » citoyen.

2.1. Les « nous » partisans

L'emploi du « nous » dans ce type d'énoncés ne désigne pas une somme d'individus mais un sujet collectif, celui du parti politique dont le programme porte la signature. D'ailleurs, dans certains cas ce « nous » est remplacé par le nom du parti en question : « PPE », « PSE », « GUE », « UMP », « PS », « PC », « DISI », « EDEK », « AKEL ».

« Le **PPE** veut une Union européenne qui établisse clairement ses priorités – mais qui ne s'immisce pas dans des questions qui doivent être réglées à un niveau plus bas, plus proche des citoyens (...) **Nous** voulons renforcer le monopole de l'Etat sur l'usage de la force (...) **Nous** entendons poursuivre notre travail d'information des citoyens sur les avantages du traité de Lisbonne (...) » [**Programme PPE**]

« Le **Parti socialiste européen**, lui, s'engage à créer une société plus juste et plus protectrice (...) **Nous** voulons construire une nouvelle Europe sociale en accord avec les partenaires sociaux (...) **Nous** voulons également engager la négociation au niveau européen (...) **Nous** voulons un monde sans armes nucléaires (...) » [**Programme PSE**]

« Ce que **nous** voulons, c'est affirmer une vision nouvelle de la société et de l'Europe (...) Ce que **nous** voulons, c'est indiquer une autre voie pour la gauche que celle qui accompagne en France et en Europe (...) **Nous** voulons qu'elle fasse respecter le droit des femmes (...) » [**Programme PCF**]

D'un point de vue quantitatif, ce type d'énonciation s'avère le plus important dans l'ensemble des programmes électoraux du corpus. Quant à leurs caractéristiques grammaticales, les verbes de ces énoncés sont employés soit au présent, soit au futur. Les énoncés comportant l'emploi

des verbes au présent et à l'infinifit expriment des projets, tandis que l'emploi du futur construit des avènements possibles. L'occurrence lexicale « voulons » est le verbe le plus fréquent au sein de ces énoncés. Il *dicte* en quelque sorte les conditions et les actions nécessaires pour *faire face* aux problèmes et aux défis. De même, les termes « davantage », « améliorée », « limitée », « prévenir », « renforcer », font référence aux défis et aux enjeux qui ont été présentés précédemment au sein du programme et ils renvoient à des solutions les concernant. En effet, c'est à travers la dite « réalité » instituée par les énoncés irréfutables du type diagnostique que les propositions et les projets des « nous » *partisan* gagnent leur légitimité.

Exemple :

Affirmation (locuteur abstrait) : Le niveau généralement élevé de la taxation et des cotisations sociales dans de nombreux Etats membres est un handicap à la création de richesses parce qu'il décourage l'initiative privée, étouffe les instruments innovateurs et freine l'embauche de personnel supplémentaire.

Projet (le « nous » partisan) : Nous invitons donc les Etats membres à adopter les recommandations suivantes concernant la politique fiscale en Europe : 1. Alléger la charge fiscale en Europe (...) etc. [**Programme PPE**]

Par cette manière d'exprimer les projets politiques, surgit un mode d'organisation *gestionnaire* de la société. C'est-à-dire, que l'objectif visé par un projet ou une politique n'est pas soumis à la discussion, il est énoncé par une voix abstraite qui lui confère une signification « incontestable ». Ce qui est personnalisé, c'est-à-dire ce qui est énoncé par la voix partisane et donc ce qui est dans une certaine mesure discutable, renvoie seulement à la « gestion » proposée pour arriver à l'objectif dessiné. Cet esprit gestionnaire, qui est mis au premier plan des programmes des élections européennes, est le résultat d'un discours rapporté directement ou indirectement. Il est en effet issu de cette langue particulière que diffusent les théories du management public et qui est devenue le vernaculaire le plus partagé au sein des institutions qui dirigent le monde. Au-delà des méthodes qu'ils recommandent d'adopter pour diriger correctement une entreprise ou un État, ces « manuels de pratiques » visent à donner un caractère d'évidence à l'idée centrale de ce modèle : l'action publique doit être soumise à un principe d'efficacité. Les propositions pour la gestion de la crise énoncées par les partis

autorisent leur discussion et leur jugement seulement selon leur efficacité pour arriver à l'objectif visé.

Plus précisément A. Ogien (1995) définit le *travail gestionnaire* comme l'activité qui consiste, d'une part, à consigner dans des « codes » ou des « chartes », les critères d'évaluation auxquels il convient de soumettre la gestion des groupes multinationaux pour qu'elle puisse être approuvée par son actionnariat organisé ; et, d'autre part, à réformer le fonctionnement administratif des organismes internationaux (Union Européenne, Organisation Mondiale du Commerce, Organisation des Nations Unies, etc.) et de leurs instances de décision, ou à introduire, dans la négociation des adhésions à ces organismes comme dans l'allocation de leurs crédits, des conditions d'éligibilité qui intègrent des règles de « bonne gouvernance ».

2.2. Les projets de l'opinion publique

Les projets des partis sont associés à la volonté des électeurs-citoyens de manière explicite :

« Le Parti socialiste européen parle en votre nom, il défend vos intérêts et soutient vos causes.» [Programme PSE]

Mais cette association se fait aussi de manière implicite. Autrement dit, la mise en texte des projets se fait également par l'utilisation de l'opinion publique en tant qu'énonciateur. Ceci se fait, comme nous l'avons observé dans le cadre de l'analyse du discours diagnostique, par l'emploi d'un autre « nous », qui ne renvoie pas aux partis politiques porteurs des programmes mais à un collectif plus large cette fois-ci.

Du point de vue syntaxique, ces co-énonciateurs des programmes sont affiliés d'une part aux verbes de souhait : « vouloir », « attendre », « souhaiter ».

(...) les **citoyens** veulent une Europe qui les protège et qui les rassure (...) En matière d'alimentation, les **citoyens** de l'UE sont de plus en plus exigeants (...) Le traité de

Lisbonne rend la politique étrangère commune plus efficace, conformément aux souhaits des **citoyens** européens (...) [Programme PPE]

L'utilisation de ce type des verbes construit et donne à voir en quelque sorte les *vouloir faire* des citoyens (Duchastel, 1993). En d'autres termes, au sein des programmes opèrent une construction et une diffusion de la « volonté » des citoyens. De cette manière se légitiment et se justifient aussi les rapports de la représentation démocratique, c'est-à-dire, la délégation par les citoyens de leur « volonté » aux partis politiques afin de la défendre et de la revendiquer. Ces énoncés présentent ce que les citoyens sont censés vouloir et attendre de la part du champ politique quant à l'organisation du vivre ensemble. Ainsi les *vouloir-faire* des citoyens permettent la fusion des demandes des citoyens avec les projets des partis, qui prennent du coup l'apparence et l'allure de la volonté publique.

D'autre part, nous constatons que les co-énonciateurs des programmes sont aussi (et surtout) associés au verbe « devoir » ; une association syntaxique qui appréhende ce type d'énoncés comme des « devoirs faire » (Duchastel, Armony, 1993).

« C'est tous ensemble que **nous devons** construire notre indépendance énergétique en développant des énergies respectueuses de l'environnement, produites en Europe (...) **nous devons** combattre l'immigration clandestine et le trafic d'êtres humains (...) C'est maintenant, en pensant à nos enfants et à nos petits-enfants, que **nous devons** affronter le changement climatique (...) Nous devons éliminer les causes profondes des conflits et du terrorisme dans le monde (...) » [Programme PSE]

« **Nous devons** être prudents au sujet d'éventuels élargissements ultérieurs (...) **Nous devons** apprendre à distinguer les gouvernements qui soutiennent implicitement ou explicitement la violence de ceux qui ne le font pas : une fois cette distinction établie, **nous devons** agir en conséquence (...) » [Programmes PPE]

Il s'agit des projets généraux de solutions face aux problèmes tels qu'ils ont été présentés par l'énonciateur abstrait. Ainsi, les *devoir faire* inscrivent les projets des partis dans une sémiologie de l'*obligatoire* (Bertrand et al., 2007). Les projets des partis assimilés à la volonté des citoyens opèrent comme une fusion de la volonté et du devoir des électeurs. Il en résulte

ainsi un raisonnement simplifié qui consiste à argumenter que « puisque vous voulez ceci, faites cela ».

2.3. Le discours du pire

Ces énoncés thérapeutiques sont doublés par un deuxième type de projection caractérisé par l'usage des verbes employés au futur et au conditionnel. Celui-ci propose un dialogisme entre un futur terrifiant et un futur rassurant.

«Alors que les Socialistes européens voient dans la crise une chance de Promouvoir un programme de gauche obsolète, qui **détruira** des emplois et qui **ruinera** la position de l'Europe dans le monde (...) Le monde **va connaître** des changements radicaux dans le cadre de la mondialisation et du changement climatique (...) l'UE **passera** de quatre à seulement deux personnes en âge de travailler (...) toutes les régions **souffriront** des impacts futurs du changement climatique, ce qui **posera** des défis considérables à de nombreux secteurs économiques (...) La fuite de carbone ne **sera** d'aucun bénéfice pour le climat mais menace des emplois en Europe (...) » [Programme PPE]

Les verbes « détruira », « ruinera » et les occurrences lexicales « changements radicaux », « changement climatique », « seulement », « défis », « menace », projettent un avenir détérioré par rapport à l'état actuel des choses. Cet avenir terrifiant est par ailleurs associé d'une part aux projets des autres partis politiques (« les socialistes » et « les intégristes du marché », p.ex. les libéraux), de l'autre à l'absence des projets. Autrement dit, ce futur sera le résultat de mauvais projets ou de l'absence des projets. Tous les discours programmatiques sont d'accord pour souligner qu'il faut agir, qu'il faut employer des moyens nécessaires pour faire face aux menaces du moment.

A l'inverse, le futur *rassurant* caractérisé par les termes : « protéger », « prospérité », « favorable », « opportunités », « rentables », révèlent un autre avenir, envisageable à partir de la réalisation des projets du parti porteur du programme.

« Seule une Europe forte **sera** en mesure de *défendre et protéger* nos intérêts dans le monde (...) nous **serons** en mesure de *préserver la prospérité* (...) Une telle politique **sera favorable** à notre croissance économique et **créera** des *opportunités* (...) Les travailleurs **de demain travailleront** selon des modalités plus *flexibles* (...) nous **serons** en mesure de *préserver la prospérité* de chacun et d'*assurer l'avenir* de nos systèmes de sécurité sociale (...) Les citoyens **pourront** alors jouer *pleinement* leur rôle dans la société de la connaissance (...) Les investissements **seront rentables** à double titre (...) » [Programme PPE]

Nous sommes bel et bien dans l'ère politique caractérisée par la fin de la promesse (Rancière, 2004). Les discours programmatiques ne promettent rien sinon le pire. Ils mettent les électeurs face à un avenir terrifiant créant ainsi le sentiment de la peur. Dans les programmes des élections européennes, le sentiment de la peur est mobilisé, soit pour critiquer l'adversaire politique et lui attribuer les responsabilités de l'état actuel des choses, soit pour se faire valoir soi-même comme force rassurante et protectrice. Le discours du pire est aussi mobilisé, en lieu d'argumentation, pour convaincre les électeurs. Il complète ainsi la rhétorique que nous avons déjà citée : « puisque vous voulez ceci, faites cela, si non le pire est à venir ».

3. Vers la fin du politique ?

La comparaison des neuf programmes a permis de mettre en évidence plusieurs traits qui montrent une certaine proximité intertextuelle entre les programmes. Ce constat soulève la discussion autour de l'idée d'un espace politique européen en train de se former. Un champ politique caractérisé par ses propres valeurs, ses propres principes, son propre discours...

L'analyse de cette stabilité intertextuelle montre que les points communs de ces programmes sont les traits d'un discours clinique-expert qui fait d'abord appel à la peur, par son diagnostic critique, et par là cherche à imposer un consensus autour des projets politiques qu'il exprime dans un discours thérapeutique. Ainsi, c'est à un constat paradoxal que nous arrivons : à travers la recherche des mythes politiques communs, nous observons l'emploi par les programmes électoraux d'un discours formellement a-politique. Celui-ci interdit la « mésentente », fondamentale au politique *via* le fait de valoriser un discours incontournable au détriment d'une pluralité d'opinions, de réalités idéelles et de « volontés ».

En effet, le contenu du discours de projection, c'est-à-dire les projets des partis, sont mis en lien, voire sont autorisés par le discours diagnostique. Il s'agit d'une relation constituante du discours clinique. Le discours clinique en tant que discours électoral « étouffe » le politique : il refuse le débat et la contradiction et nie d'être porteur d'une idéologie politique. De cette manière s'opère un déplacement depuis un discours démocratique, qui cherche à convaincre qu'il est le plus adroit, vers un discours technocratique, qui cherche à convaincre son destinataire qu'il est le seul possible. Comme le souligne justement Corinne Gobin (2011 : 173) cette caractéristique du discours électoral marque le passage d'un mode de fonctionnement politique-démocratique centré sur la recherche du compromis à un mode de fonctionnement gestionnaire-technocratique centré sur l'*imposition* du consensus. Ce déplacement peut être appréhendé comme une tendance vers « la fin du politique ». Une fin qui implique une double abolition cognitive au sein du discours politique ; l'abolition de *la promesse* et l'abolition de *la division* (Rancière, 1998).

Dans les programmes européens la promesse est remplacée par le sentiment de la peur. Il ne s'agit plus à travers les projets de promettre un monde meilleur, mais un monde qui n'est pas « le pire ». La référence de base qui soutient les projets exprimés dans les programmes n'est ni une « utopie », ni un idéal, mais la catastrophe, le pire. Ainsi, la peur sert dans les programmes à la fois comme moyen de critique de l'adversaire politique et comme moyen de présenter ses propres projets en tant que solutions rassurantes face à l'état critique.

Le sentiment de la peur n'est mobilisé dans aucun des deux cas comme outil argumentatif. Ici, le terme de l'« argumentation » paraît problématique sans même qu'il n'ait besoin de

s'aventurer à étudier si l'appel à la peur est justifié par les faits. Il suffit, plus simplement, de faire la distinction entre argumentation et *manipulation*. En effet, tandis que l'argumentation suppose le respect de la réflexivité du destinataire, la manipulation quant à elle prive la liberté de jugement du récepteur pour lui imposer son opinion et sa propre manière de voir et d'analyser la réalité (Breton, 1997). Dans cette optique, ce qui importe ce n'est pas d'examiner dans quelle mesure cet appel à la peur est fallacieux ou justifié mais de mettre en avant le constat que cette mobilisation de la peur est faite justement pour passer outre l'argumentation des projets exprimés au sein des programmes.

Nous considérons, en effet, que les « limites de la langue ne sont pas les limites de notre univers » (Ferry, 2007 : 15). En ce sens, les propositions émises dans les programmes ne sont pas les seules possibles. Elles sont le résultat d'un tri et d'un processus de sélection. Pourtant, les réalités idéelles, telles qu'elles sont présentées au sein de chaque programme paraissent les seules possibles, réduisant ainsi les perspectives de la contestation de ce « monde vécu » et de cet « horizon d'attente » par d'autres mondes vécus et par d'autres horizons d'attentes. En d'autres termes, la manière dont la réalité européenne de chaque parti est construite par les programmes, contraint ce raisonnement fondé sur une « grammaire discursive », à savoir « l'intelligence critique ». Celle-ci peut surgir seulement par la pratique argumentative, une pratique qui autorise le doute et le vide et qui permet de raisonner sur la base du multiple et des possibles (Ferry, 2007).

Nous pouvons dès lors soutenir que ce refus d'argumenter les projets politiques met en cause le *travail politique* même (A. Ogien, 2010). Rappelons que par « travail politique » Albert Ogien entend cette activité collective qui consiste à faire advenir des problèmes particuliers au rang de question d'intérêt général. Le « travail politique » a donc un caractère sociologique primaire : il est constitutif de toute société, précédant même le moment où son existence est officiellement décrétée. Le concept de travail politique place gouvernants et gouvernés sur un pied d'égalité, par le fait de les considérer comme engagés dans une semblable activité : celle qui consiste à établir les principes de l'organisation de la vie collective. Autrement dit, il renvoie à la rencontre d'un nombre d'individus qui sont amenés à échanger des idées et des opinions afin d'organiser le vivre ensemble, leur vie en société. La diversité des idées et des opinions est alors à la base du travail politique. Ici la raréfaction des auteurs (du discours), ainsi que la

raréfaction des idées et thématiques due à l'absence d'argumentation vont de pair avec l'appropriation du monopole de la définition du "social". Les discours programmatiques des élections européennes avec leur diagnostic critique de l'état des choses suppriment la diversité et la pluralité des manières d'envisager la vie en société en imposant leurs propres projets comme les seuls possibles face à la crise, comme solutions nécessaires afin d'éviter *le pire*.

De cette manière, le travail politique se trouve substitué par un *travail gestionnaire*. Ce dernier renvoie à un modèle d'exercice du pouvoir - *la gouvernance* - qui présente deux caractéristiques essentielles : la première est sa prétention à l'universalité, la seconde est le rapport étroit que le gestionnaire entretient avec la rationalité, et à deux de ses attributs modernes : la calculabilité et la prévisibilité (A. Ogien 2007).

Albert Ogien, considère ainsi que la condition essentielle de la réalisation du modèle gestionnaire est la quantification des enjeux sociaux et de l'activité sociale. L'esprit gestionnaire est un mode de gouvernance qui va de pair avec le processus de la *modernisation de l'Etat*. Cette dernière renvoie à la rationalisation du mode de fonctionnement de ses institutions, en instaurant un esprit gestionnaire qui tient sa validité de la référence constante qu'il fait à la connaissance « objective » que fournit la quantification de l'activité d'administration. C'est-à-dire que les connaissances chiffrées produites par un appareillage statistique et prévisionnel fiable permettent à la fois aux dirigeants de prendre des décisions fondées en rationalité et aux citoyens de s'engager, sur la base d'un « diagnostic partagé ». Le chiffre devient une valeur en soi ; il n'y a plus des « utopies », des promesses, elles sont écartées au profit des objectifs chiffrés à atteindre.

Or, les constats de cette analyse nous permettent d'aller au-delà de la quantification de l'organisation de la vie en société comme seul facteur d'objectivation du discours électoral. C'est en effet un ensemble des facteurs qui, en se réunissant, fournissent ce caractère *incontestable* aux discours programmatiques : (a) sur le plan énonciatif cela implique la construction dans un cadre *pseudo-polyphonique*⁴⁶ d'un *sens commun* et d'une *opinion publique* comme porteurs du discours programmatique ; (b) sur le plan chronologique cela consiste à

⁴⁶ Dans le sens où la polyphonie comme technique est au service de la construction de la mono-phonie, des énoncés incontestables.

construire une temporalité linéaire qui lie le temps passé au futur par la « gestion adéquate » du présent ; (c) sur le plan argumentatif, il s'agit de construire une (non) argumentation qui lie « la réalité » aux projets des partis.

Ce que nous mettons donc au centre du discours clinique est le principe de l'efficacité (qui n'est pas nécessairement construite par une référence aux chiffres), c'est-à-dire une technique communicationnelle qui valorise la production d'une description « neutre », « objective » de l'activité politique. Ainsi, l'efficacité est évaluée par la seule observation de l'évolution positive des indicateurs de performance que les projets des partis sont censés apporter, sans qu'il ne soit nécessaire de savoir ni ce que cette évolution indique, ni les enjeux qu'elle implique afin d'être réalisée. De cette manière, les attributs du discours clinique opèrent un double déplacement : une neutralisation des valeurs de nature politique et une transformation de l'« efficacité » en valeur en soi. Ceci met en cause le lien constitutif du politique à la vie en commun ; il risque de conduire à l'abolissement du *travail politique*, autrement dit *du politique*.